

LE FONDS POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE IMMOBILIER ET CULTUREL FRANÇAIS

Fonds de dotation déclaré auprès de la Préfecture de Police le 15 février 2022

Siège social : 16 rue de la Ville l'Evêque

75008 Paris

SIREN : 920 911 971

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 décembre 2024

ND & Associés SAS

**Société de Commissariat aux Comptes
35 Rue de Verdun 94260 FRESNES**

Nicolas DAULY Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie Régionale de PARIS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

Aux membres du conseil d'Administration,

Opinion

En exécution de la mission que vous nous avez confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Fonds pour la Sauvegarde du Patrimoine Immobilier et Culturel Français relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du (des) commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Président et dans les autres documents adressés au conseil d'Administration sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et du conseil d'administration relatives aux comptes annuels

Il appartient au conseil d'administration d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du Fonds.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

FRESNES, le 20 mai 2025



ND & Associés SAS
Société de Commissariat aux Comptes
35 Rue de Verdun 94260 FRESNES
Nicolas DAULY Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie Régionale de PARIS

ANNEXE AU RAPPORT

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du Fonds à poursuivre ses activités. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN

Devise : EUR

		ACTIF	Brut	Amortissements, provisions	Exercice N 2024 202401-202412 Net	Exercice N-1 2023 202301-202312 Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Frais d'établissements				
		Frais de recherche et développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets et droits similaires				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes sur immobilisation incorporelles				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Terrains				
		Constructions				
		Installations techniques, matériel et outillage industriels				
		Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
		Participations et Créances rattachées	1		1	1
		Autres titres immobilisés				
		Prêts				
		Autres immobilisations financières				
TOTAL (I)			1		1	1
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements				
		En-cours de production de biens				
		En-cours productions de services				
		Produits intermédiaires et finis				
		Marchandises				
	CREANCES	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres créances				
	DIVERS	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	159 909		159 909	175 656
Comptes de régularisation	Charges constatées d'avances					
	TOTAL (II)		159 909		159 909	175 656
	Frais d'émission d'emprunts à étaler (III)					
	Primes de remboursement des obligations (IV)					
	Ecart de conversion actif (V)					
	TOTAL GENERAL (I à V)		159 910		159 910	175 657

BILAN

Devise : EUR

		PASSIF	Exercice N 2024 202401-202412	Exercice N-1 2023 202301-202312
FONDS PROPRES	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	Fonds propres statutaires	15 000	15 000
		Fonds propres complémentaires	141 238	157 057
	FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE	Fonds propres statutaires		
		Fonds propres complémentaires		
	RESERVES	Ecart de réévaluation		
		Réserves statutaires et contractuelles		
		Réserves pour projet de l'entité		
		Autres réserves		
		Report à nouveau		
		EXCEDENT ou DEFICIT DE L'EXERCICE		
		SITUATION NETTE (sous total)	156 238	172 057
		Fonds propres consommptibles		
		Subventions d'investissement		
		Provisions réglementées		
		TOTAL (I)	156 238	175 057
	FONDS REPORTES ET DEDIES			
		Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés				
	TOTAL (II)			
PROVISIONS				
	Provisions pour risques			
	Provisions pour charges			
	TOTAL (III)			
DETTES	EMPRUNTS	Emprunts obligataires et assimilés		
		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
		Emprunts et dettes financières divers		
	AUTRES	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 672	3 600
		Dettes des legs ou donations		
		Dettes fiscales et sociales		
		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
		Autres dettes		
		Instruments financiers		
Cpte Régul	Produits constatés d'avances (4)			
	TOTAL (IV)	3 672	3 600	
	Ecarts de conversion passif			
	TOTAL (V)			
	TOTAL GENERAL (I à V)	159 910	175 657	

FONDS POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE IMMOBILIER ET CULTUREL FRANCAIS

COMPTE DE RESULTAT

Devise : EUR

		Exercice N	Exercice (N-1)
		2024	2023
		202401-202412	202301-202312
PRODUITS D'EXPLOITATION	VENTES DE BIENS ET SERVICES	Cotisations	
		Ventes de biens	
		<i>Dont ventes de dons en nature</i>	
		Ventes de prestations de services	
		<i>Dont parrainages</i>	
	PRODUITS DE TIERS FINANCIERS	Concours publics et subventions d'exploitation	
		Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	15 819
		Ressources liées à la générosité du public	4 201
		Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	
		Dons manuels	
		<i>Dont Mécénats</i>	
		<i>Dont Legs, Donations et Assurance-vie</i>	
		<i>Dont Autres produits</i>	
		Contributions financières	
	Total des produits d'exploitation (I)		15 8194 201
CHARGES D'EXPLOITATION	ACHATS	Achats de marchandises	
		Variation de stock (marchandises)	
		Achats de matières premières et autres	
		Variation de stock (matières premières et approvisionnement)	
		Autres achats et charges externes	15 8194 201
	AUTRES	Aides financières	
		Impôts, Taxes et versements assimilés	
		Salaires et traitements	
		Charges sociales	
	DOTATIONS D'EXPLOITATION	Dotations aux amortissements sur immobilisations	
		Dotations aux provisions sur immobilisations	
		Dotations aux provisions sur actif circulant	
		Dotations aux provisions pour risques et charges	
		Reports en fonds dédiés	
		Autres charges	
	Total des charges d'exploitation (II)		15 8194 201
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			

FONDS POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE IMMOBILIER ET CULTUREL FRANCAIS

COMPTE DE RESULTAT

suite

Devise : EUR

		Exercice N 2024 202401-202412	Exercice N-1 2023 202301-202312
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			
PRODUITS FINANCIERS	Produits financiers de participations		
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placements		
	Total des produits financiers (III)		
CHARGES FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements et provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (IV)			
2 - RESULTAT FINANCIER (V-VI)			
3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)			
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
	Produits exceptionnels sur opération en capital		
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels (V)		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
	Total des charges exceptionnelles (VI)		
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)			
Participation des salariés au résultat de l'entreprise (VII)			
Impôt sur les bénéfices (VIII)			
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)		15 819	4 201
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)		15 819	4 201
5 - EXCEDENT OU DEFICIT (Total des produits - Total des charges)			
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
	TOTAL (IX)		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	Secours en nature		
	Mises à disposition gratuite de biens		
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole		
TOTAL (X)			

1 - FAITS MARQUANTS

Aucun fait marquant au 31/12/2024.

2 - PRESENTATION GENERALE DE L'ANNEXE
--

Les critères du FONDS POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE IMMOBILIER ET CULTUREL FRANCAIS tels que définis par le règlement comptable ANC n°2018-06 concernant l'annexe sont les suivants :

- * Période clôturée : ***le 31 décembre 2024***
- * Durée de l'exercice : ***12 mois***
- * Durée de l'exercice précédent : ***12 mois***
- * Total du bilan au 31 décembre 2024 : ***159 910 Euros***
- * Résultat comptable au 31 décembre 2024 : ***0 Euros***
- * Chiffre d'affaires au 31 décembre 2024 : ***Néant***
- * Effectif au 31 décembre 2024 : ***Néant***

En conséquence, une présentation de l'annexe selon le système de base peut être retenue. Elle sera complétée par un certain nombre d'informations facultatives significatives.

NB : A défaut de mentions contraires, l'ensemble des informations indiquées dans la présente annexe est exprimé en Euros.

3 - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

3.1 - Principes généraux

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre,
- Indépendance des exercices,
- Principe comptable du coût historique

3.2 - Principales méthodes

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

3.2.1 - Immobilisations corporelles et incorporelles

Au 31/12/2024, l'entité ne dispose d'aucune immobilisation.

3.2.2 - Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à la valeur nominale.

3.2.3 - Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée dans un compte « écart de conversion » du bilan.

Les pertes de change non compensées font, dans ce cas, l'objet d'une provision pour risques en totalité suivant les modalités réglementaires.

3.2.4 - Eléments constitutifs du résultat

Les charges et produits de l'exercice sont appréhendés selon les normes comptables en vigueur.

3.2.5 - Provisions pour risques et charges

Les obligations du FONDS POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE IMMOBILIER ET CULTUREL FRANCAIS à l'égard des tiers, connues à la date d'arrêté des comptes et susceptibles d'entraîner une sortie de ressources certaine ou probable, sans contrepartie au moins équivalente, font l'objet de provisions lorsqu'elles peuvent être estimées avec une fiabilité suffisante.

3.2.6 - Recours à des estimations

La production des états financiers établis conformément aux principes comptables français conduit la direction de la société à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses qui affectent les montants qui figurent dans ces états financiers et les notes qui les accompagnent. Les montants réels pourraient se révéler différents de ceux résultant des estimations effectuées.

3.2.7 - Distinction entre résultat courant et résultat exceptionnel

Les produits et charges exceptionnels du compte de résultat incluent les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires et les éléments extraordinaires.

Les éléments exceptionnels provenant des activités ordinaires sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation courante du FONDS POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE IMMOBILIER ET CULTUREL FRANCAIS, soit parce qu'ils sont anormaux dans leur montant ou leur incidence, soit parce qu'ils surviennent rarement.

3.2.8 - Valeurs mobilières de placement

Au 31/12/2024, le fonds ne dispose d'aucune valeur mobilière de placement.

4 - INFORMATIONS SUR LE BILAN CLOS au 31 décembre 2024

4.1 - Immobilisations corporelles

Au 31/12/2024, le FONDS POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE IMMOBILIER ET CULTUREL FRANCAIS ne détient pas d'immobilisations corporelles.

4.2 - Immobilisations incorporelles

Au 31/12/2024, le FONDS POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE IMMOBILIER ET CULTUREL FRANCAIS ne détient pas d'immobilisations incorporelles.

4.3 - Amortissements

Au 31/12/2024, le FONDS POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE IMMOBILIER ET CULTUREL FRANCAIS n'a aucun amortissement.

4.4 - Autres éléments du passif

4.4.1 - Etat des dettes

Le tableau ci-après indique la ventilation des dettes en fonction de leur date d'échéance :

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
. à 1 an maximum à l'origine	0	0	0	0
. à plus de 1 an à l'origine	0	0	0	0
• Emprunts et dettes financières divers	0	0	0	0
• Dépôts et cautionnements reçus	0	0	0	0
• Fournisseurs et comptes rattachés	3 672	3 672	0	0
• Remboursement frais bénévoles	0	0	0	0
• Sécurité sociale et autres organismes sociaux	0	0	0	0
• Etat et autres collectivités publiques :				
. Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0
. Taxe sur la valeur ajoutée	0	0	0	0
. Autres impôts, taxes assimilées	0	0	0	0
• Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0	0	0
• Groupe et associés	0	0	0	0
• Autres dettes	0	0	0	0
• Produits constatés d'avance	0	0	0	0
TOTAUX	3 672	3 672	0	0

5 - INFORMATIONS SUR L'ACTIVITE 2024

5.1 - Réserve statutaire**5.2 - Solde de la réserve statutaire :**

Au 31/12/2024, le montant de la réserve statutaire du FONDS POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE IMMOBILIER ET CULTUREL FRANCAIS s'élève à 15 000€. Ce montant provient uniquement du fondateur dans le cadre de l'apport minimal lors de la constitution d'un fonds de dotations.

5.3 - Résultat financier

Le résultat financier est nul au 31 décembre 2024.

5.4 - Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est nul au 31 décembre 2024.

5.5 - Effectifs

Il n'y a pas de salariés au 31 décembre 2024.

6 - ELEMENTS FINANCIERS

6.1 - Engagements financiers**6.1.1 - Engagement hors bilan reçus**

Le FONDS POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE IMMOBILIER ET CULTUREL FRANÇAIS n'a aucun engagement.

6.1.2 - Cautions données

Le FONDS POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE IMMOBILIER ET CULTUREL FRANÇAIS n'a donné aucune caution.

6.1.3 - Cautions reçues

Aucune caution n'a été consentie au cours de l'exercice par le FONDS POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE IMMOBILIER ET CULTUREL FRANÇAIS.

6.1.4 - Dettes garanties par des sûretés réelles

Aucune sûreté réelle n'a été consentie sur des biens appartenant au FONDS POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE IMMOBILIER ET CULTUREL FRANÇAIS.

6.2 - Rémunérations

Aucun administrateur ne perçoit de rémunération de la part du FONDS POUR LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE IMMOBILIER ET CULTUREL FRANÇAIS.

7 - AUTRES INFORMATIONS

7.1 - Tableau de variations

7.1.1 - Tableau de variation des fonds propres :

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	15 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	15 000,00 €
Fonds propres avec droit de reprise	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Ecart de réévaluation	0,00 €		0,00 €	0,00 €	0,00 €
Réserves	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Report à nouveau	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Excédent ou déficit de l'exercice	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Situation nette	15 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	15 000,00 €
Fonds propres consommables	157 056,80 €		0,00 €	- 15 818,54 €	141 238,26 €
Subventions d'investissement	0,00 €		0,00 €	0,00 €	0,00 €
Provisions réglementées	0,00 €		0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL	172 056,80 €	0,00 €	0,00 €	- 15 818,54 €	156 238,26 €

7.2 - Informations sur la césure de l'exercice

7.2.1 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant Brut
• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :	0
• Emprunts et dettes financières divers	0
• Fournisseurs	3 672
• Dettes fiscales & sociales	0
• Autres dettes	0
TOTAL	3 672

7.3 - Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif, susceptible de remettre en cause les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024, n'est intervenu entre le 1^{er} janvier 2025 et la date d'arrêté des comptes.